



**RESTRUCTURATION ET REHABILITATION D'UNE ANCIENNE USINE POUR ACCUEILLIR LE
CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée
(Conformément à la réglementation des marchés publics)**

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ – EMBLACEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.2	DOMICILE DE L'ENTREPRISE	4
1.3	REPARTITIONS DES CORPS D'ETAT	4
1.4	REPRESENTATION JURIDIQUE DES CONTRACTANTS.....	4
1.5	MAITRISE D'OUVRAGE	5
1.6	MAITRISE D'OEUVRE.....	5
1.6.1	Architecte.....	5
1.6.2	Bureaux d'études	5
1.7	CONTROLE TECHNIQUE.....	5
1.8	COORDINATION SPS	6
1.9	ETUDE D'EXECUTION ET DE SYNTHESE	7
1.10	ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION.....	7
1.10.1	Rendez-vous de chantier :.....	8
1.10.2	Observations du Bureau de Contrôle :.....	9
1.10.3	Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails :	9
1.11	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	9
1.12	MODIFICATION DU MARCHÉ	10
2.	ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
2.1	PIECES PARTICULIERES CONTRACTUELLES	10
2.1.1	Pièces administratives :	10
2.1.2	Pièces écrites techniques	10
2.1.3	Pièces graphiques :	11
3.	ARTICLE 3 – PRIX	12
3.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	12
3.2	DECOMPOSITION DES OFFRES.....	12
3.3	CONTENU DES PRIX.....	12
3.4	VARIATION DANS LES PRIX.....	13
3.5	REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER.....	14
3.5.1	Organisation et répartition des dépenses communes de chantier/compte prorata :	14
3.6	ADAPTATION AU SITE	14
3.7	TECHNIQUES PARTICULIERES	14
4.	ARTICLE 4 - REGLEMENT DES TRAVAUX.....	15
4.1	AVANCE.....	15
4.1.1	Bénéficiaire de l'avance :	15
4.1.2	Modalités de règlement de l'avance :	15
4.1.3	Modalités de résorption de l'avance :	16
4.2	ACOMPTES	16
4.3	APPROVISIONNEMENT	16
4.4	APPLICATION DE LA T.V.A.	16
4.5	TRAVAUX NON-PREVUS	17

4.6	COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	17
4.7	RETENUE DE GARANTIE.....	18
4.8	DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX.....	18
4.9	CESSION/NANTISSEMENT	18
4.10	DELAI DE PAIEMENT	18
5.	ARTICLE 5 - DELAIS- PENALITES.....	19
5.1	DELAI D'EXECUTION.....	19
5.2	CALENDRIER DES TRAVAUX.....	19
5.3	PROLONGATION DU DELAI.....	20
5.4	PENALITES	20
5.5	AUTRES PENALITES	22
6.	ARTICLE 6 - REALISATION DES OUVRAGES	23
7.	ARTICLE 7 – RECEPTION	23
8.	ARTICLE 8 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	24
9.	ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE - INTERRUPTION DES TRAVAUX	24
10.	ARTICLE 10 - MESURES COERCITIVES – AJOURNEMENT INTERRUPTION DES TRAVAUX	24
11.	ARTICLE 11 – ASSURANCES	24
12.	ARTICLE 12 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	25
12.1	PRECISIONS POUR L'APPLICATION DU C.C.A.P.	25
13.	ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. TRAVAUX.....	26

1. ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ – EMBLACEMENT DES TRAVAUX

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) définit les prescriptions communes, d'ordre administratif, applicables aux marchés de travaux de bâtiment. Il complète, précise ou modifie les prescriptions du C.C.A.G.Travaux.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives particulières concernent :
Les travaux relatifs à la **restructuration et réhabilitation d'une ancienne usine pour accueillir le Centre Technique Municipal**.

Lieu d'exécution : Chemin de Bernones
33480 CASTELNAU-DE-MEDOC

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Commun (C.C.T.C.) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot.

1.2 DOMICILE DE L'ENTREPRISE

A défaut de l'indication dans l'Acte d'Engagement (A.E.) du domicile élu par l'Entreprise à proximité des travaux, les notifications se rapportant au Marché seront valablement faites à la Mairie de la Commune où seront réalisés les travaux jusqu'à ce que l'Entreprise ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.3 REPARTITIONS DES CORPS D'ETAT

La procédure est divisée en 10 lots traités en lots séparés :

- Lot n° 00 : Prescriptions communes à tous corps d'état
- Lot n° 01 : Gros-œuvre/Démolitions/Installations de chantier
- Lot n° 02 : Menuiseries extérieures métalliques
- Lot n° 03 : Etanchéité/Zinguerie
- Lot n° 04 : Serrurerie/Portes sectionnelles/Bardages acier/Couverture acier
- Lot n° 05 : Menuiseries intérieures bois/Plâtrerie/Isolations/Plafonds suspendus
- Lot n° 06 : Carrelages
- Lot n° 07 : Peintures / Signalétique
- Lot n° 08 : Génie climatique/Plomberie-sanitaire
- Lot n° 09 : Electricité CFO/CFA/SSI/Intrusion
- Lot n° 10 : VRD/Aménagements extérieurs

1.4 REPRESENTATION JURIDIQUE DES CONTRACTANTS

Chaque contractant peut se faire représenter par une personne physique nommément désignée au Marché.

Les représentants ainsi désignés ont tous pouvoirs pour engager valablement leur mandat en ce qui concerne les termes du marché.

1.5 MAITRISE D'OUVRAGE

Le Maître de l'Ouvrage de l'opération est :

VILLE DE CASTELNAU-DE-MEDOC

20, rue du Château
33480 CASTELNAU-DE-MEDOC

Téléphone : 05 56 58 21 50

Télécopie : 05 56 58 18 10

Responsable Technique :

Directeur du Pôle Technique et de l'Urbanisme représenté par M. Renaud COUTOULY

Mail : renaud.coutouly@mairie-castelnau-medoc.fr

Renseignements Administratifs :

Mme Monique RAPEAU

Mail : mrapeau@mairie-castelnau-medoc.fr

1.6 MAITRISE D'OEUVRE

La Maîtrise d'Œuvre chargée de l'opération :

1.6.1 Architecte

Bernard PIZON

1 allée des coteaux
33880 BAURECH

Conformément au décret 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par les maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé la mission de la maîtrise d'œuvre est une mission de base loi M.O.P.

1.6.2 Bureaux d'études

BETEL

1, allée de la Gare
33770 SALLES
Email : sarlbetel@orange.fr

IBC

1, avenue de la Marne
33400 TALENCE
Email : ibc.bet@orange.fr

1.7 CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique :

QUALICONSULT

6 Voie Romaine
33600 PESSAC

La mission du contrôleur technique est composée des éléments suivants :

- 1 - L : Solidité des ouvrages, viabilité de fondation, d'ossature, de clos et couvert et des éléments d'équipements indissociables.
- 2 - SEI : Sécurité des personnes dans les établissements recevant du public (E.R.P.).
- 3 - PH : Isolation acoustique des bâtiments.
- 4 - TH : Isolation thermique et économies d'énergie.
- 5 - HAND et AThand : Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées et attestation
- 6 - LE : Solidité des existants.
- 7 - F : Fonctionnement installation.
- 8 - VIEL : Vérification initiale des installations électriques.

1.8 COORDINATION SPS

Une mission de Coordination de sécurité et de protection de la santé de niveau 2.

En conséquence, les Entreprises devront fournir au Coordonnateur de Sécurité en autant d'exemplaires que nécessaire, avant le début des travaux, un P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) dans les conditions réglementaires fixées par la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et le décret 94-1159 du 26 décembre 1994 et en assurer leur diffusion, avant toute intervention sur le chantier, à l'ensemble des Services concernés :

- Directeur Départemental du Travail
 - C.R.A.M.I.F.
 - Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.
 - etc,
- après avis du médecin du travail.

Les P.P.S.P.S. devront tenir compte des prescriptions du P.G.C. (Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé) établi par le Coordonnateur de Sécurité et joint au Dossier de Consultation.

L'Entreprise du Corps d'Etat principal ou exécutant des travaux comportant des risques particuliers devra en outre transmettre au Coordonnateur de Sécurité les exemplaires de son P.P.S.P.S., nécessaire à la diffusion aux autres Entreprises, en autant d'exemplaires que de lots techniques définis au dossier.

Chaque Entreprise, pour ce qui la concerne, est tenue de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou autres.

Spécialement, elle doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'elle utilise sur le chantier : échafaudages, garde-corps, filets, engins de levage, installations électriques.

Les Entreprises devront adresser au Coordonnateur de Sécurité les bordereaux à jour de leurs plans d'exécution, et sur demande éventuelle du Coordonnateur, les plans d'exécution dont il aurait besoin.

Elles devront tenir compte des indications notées sur le "Livre Journal" qu'elles devront parapher lorsqu'elles les concernent.

- *Ouvriers étrangers*

La proportion des ouvriers étrangers ne pourra pas dépasser le pourcentage qui résulte des lois et règlements en vigueur au moment de l'exécution des travaux. Ces ouvriers doivent être autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- Sécurité du chantier

L'entrepreneur prendra à son compte toutes les dispositions nécessaires pour protéger ses travaux contre les chocs ou détériorations quelconques. Il restera responsable des dégâts résultant de l'inobservation de cette clause sans qu'il puisse invoquer un cas de force majeure.

L'entreprise remettra au Maître d'Œuvre, avant le commencement des travaux : le nom, qualité, titres et références de la personne chargée de la direction des travaux.

- Hygiène du chantier

Les lieux doivent être mis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Passé ce délai, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par lettre recommandée.

- Coordination

L'Entrepreneur doit apporter, dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre pour leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit, la marche indiquée par le Maître d'Œuvre.

Il est tenu :

- d'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- d'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toute sorte suffisants, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation écrite du Maître d'Œuvre, aucun ouvrier ni aucune partie des matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître de l'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Œuvre, mettre en demeure l'Entrepreneur (et ce sans incidence de prix) :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers, ou usines,
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

Chacun des entrepreneurs appelés à concourir à un même ouvrage doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, fournir les indications nécessaires à l'exécution de ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au Maître d'Œuvre.

L'ensemble des dispositions du présent chapitre, qu'il s'agisse de mesure de coordination ou d'organisation collective, ne saurait en rien diminuer la responsabilité directe de l'entreprise envers le Maître de l'Ouvrage pour les travaux qui la concernent. De même, la responsabilité des fautes et retards des entreprises ne saurait être imputée au Coordonnateur.

1.9 ETUDE D'EXECUTION ET DE SYNTHESE

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre et avis du bureau de contrôle avant tout début d'exécution.

Ces derniers doivent envoyer leurs observations éventuelles au titulaire au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G. Travaux.

1.10 ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION

L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination sont assurés par l'O.P.C.

Le titulaire s'engage à fournir toute la documentation rédigée en langue française.

L'Entrepreneur qui a la charge des plans d'exécution les soumet avec les notes de calcul y afférentes et les spécifications techniques détaillées aux visas des Maîtres d'Œuvre, Bureau d'Etudes et Bureau de Contrôle qui les retourneront avec leurs observations éventuelles au plus tard 15 jours ouvrables après leur réception.

En entreprises séparées, le coordonnateur O.P.C. sera chargé de la mission d'agent de liaison.

Cette mission commence à la notification du marché et se termine à la réception des ouvrages.

L'agent de liaison propose à la Maîtrise d'Œuvre toutes suggestions de nature à faciliter l'exécution des travaux, en accord avec les entreprises ; il participe à l'établissement du planning détaillé et des plans d'installation de chantier.

Période de préparation – préparation d'exécution des travaux :

Le délai contractuel commence à courir à la date de notification de l'ordre de service de commencement des travaux, il comprend la période de préparation qui est fixée à 1 mois (voir planning O.P.C.).

Dans le cas d'entreprises non groupées, sont établis conjointement par la Maîtrise d'Œuvre et les entrepreneurs.

- établissement et présentation au visa du Maître d'Œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier,
- établissement des documents à remettre au coordonnateur SECURITE/PROTECTION/SANTE (P.P.S.P.S.),
- établissement d'une décomposition du prix forfaitaire en valorisations, permettant de dresser les situations mensuelles des travaux,
- établissement du calendrier d'exécution,
- établissement des plans définitifs d'exécution.
- établissement des bons de commande aux fournisseurs conventionnés.

Sur le plan des installations de chantier, doivent figurer :

- l'accès au chantier à partir de la voie publique
- le cheminement du personnel jusqu'au cantonnement et jusqu'au chantier
- le cheminement des véhicules prévu
- les zones de stockage
- l'emprise des bennes de tri des déchets
- le positionnement des grues, ascenseurs de chantier, élévateurs
- l'emplacement des bureaux de chantier et annexes (réfectoire, vestiaires, sanitaires, etc)
- l'emplacement des branchements et compteur pour l'eau, l'électricité, etc
- les clôtures et palissades provisoires de chantier.

Figureront, en outre, sur le plan d'installation de chantier, tous renseignements qui seraient jugés utiles ou nécessaires par les entreprises, la Maîtrise d'Œuvre et par le coordonnateur SECURITE/PROTECTION SANTE.

Bureau de chantier

Il est précisé que le local mis à disposition à la Maîtrise d'Œuvre aura une surface suffisante pour des réunions de 12 participants environ. Ce local est meublé par l'entrepreneur de gros œuvre qui assure, l'éclairage, le chauffage, l'entretien et le nettoyage. Ledit local est muni d'un téléphone.

Les frais correspondants sont donc réputés inclus dans le prix forfaitaire de l'entreprise.

1.10.1 Rendez-vous de chantier :

L'entrepreneur ou son représentant se rend dans les bureaux de la Maîtrise d'Œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas d'entrepreneurs groupés, l'obligation ainsi définie s'applique au Mandataire et à chacun des autres contractants.

La présence de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence de l'entreprise ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait est portée au compte-rendu de fin de rendez-vous.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, de toutes conséquences en résultant.

1.10.2 Observations du Bureau de Contrôle :

L'entrepreneur est tenu de répondre à toutes les observations ou recommandations du Bureau de Contrôle, de la Maîtrise d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum d'une semaine. A défaut la situation des travaux pourra être bloquée, en tout ou partie, jusqu'à la fourniture de la réponse et levée des réserves. La copie des réponses faites au Bureau de Contrôle devra être transmise à l'Architecte et au Maître d'Ouvrage (le jour même de cette réponse).

1.10.3 Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails :

Chaque entreprise doit exécuter ses propres plans d'exécution et les soumettre à l'approbation de l'Architecte, bureaux d'études et du Bureau de Contrôle. Elle devra également fournir ses plans de percements qui seront reportés sur les plans de béton armé par le soin de l'entreprise de gros œuvre ; tous percements ou études complémentaires occasionnés par des plans de réservation erronés, ou remis en retard, seront à la charge de l'entreprise défaillante.

L'un des plans annexés au P.G.C., si nécessaire, fait apparaître les emplacements qui, en dehors de l'emprise proprement dite de l'opération, sont mis gratuitement à disposition de l'entrepreneur pour ses installations de chantier et de dépôt provisoires de matériels, matériaux et terre à réemployer. Lesdits emplacements doivent être remis en état par l'entrepreneur, à la fin des travaux, avant expiration du délai d'exécution.

Les voies et réseaux divers existant sur le terrain sont mis à disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Le projet des installations de chantier indique, parmi ces voies et réseaux, ceux qui doivent être maintenus après la fin des travaux et ceux qui doivent être supprimés. Les ouvrages qui doivent être maintenus sont restitués par l'entrepreneur dans l'état où ils étaient lorsqu'ils ont été mis à sa disposition ; ceux qui sont appelés à être ultérieurement supprimés sont entretenus pour les besoins du chantier mais leur remise en l'état initial n'est pas exigée à la fin des travaux.

L'entretien et la réparation doivent être effectués par les entrepreneurs qualifiés.

Les dépenses relatives à l'entretien et à la remise en état des voiries et réseaux divers fournis par le Maître d'Ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur auquel incombe les dépenses d'établissement et d'entretien des moyens d'accès et des chemins de services nécessaires pour les parties communes du chantier.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, ni sur les voies publiques, sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite de la Maîtrise d'Œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage.

1.11 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court, la résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée par la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.12 MODIFICATION DU MARCHE

Le présent marché pourra, en cas de modifications des prestations prévues au marché, faire l'objet d'une ou plusieurs modifications au sens des dispositions de l'article 139 et 140 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les candidats doivent répondre obligatoirement à l'ensemble des prestations demandées dans le cahier des charges techniques.

Toute modification en cours de marché, portant sur la consistance des prestations à réaliser ou modifications dans le cadre de rajout ou suppression de prestations.

- Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenues indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes, normes environnementales... (imprévisibles et extérieures au titulaire) imposées par le droit national.

Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat que l'opérateur économique a présenté et qui remplit les critères de sélection initiaux.

Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.

En cas de travaux non prévus dans le contrat initial sachant que la forme du marché qui est à prix global et forfaitaire ne peut rémunérer des sommes supplémentaires en cas d'erreur sur un quantitatif estimé par le titulaire du marché.

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, ordre de service

2. ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 PIECES PARTICULIERES CONTRACTUELLES

L'énumération contenue dans cet article constitue une dérogation à l'article 4 du C.C.A.G. travaux.

2.1.1 Pièces administratives :

1°) acte d'engagement par lot (ATTRI)

2°) Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

2.1.2 Pièces écrites techniques

- Un cahier des clauses techniques (C.C.T.C.) commun à tous les lots – Lot n°00.
- Un cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) par lot (n°1 à n°10).
- Un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) par lot.

- Le R.I.C.T. (Qualiconsult).
- Le Plan Général de Coordination (Qualiconsult).
- Le planning prévisionnel des travaux.

Annexes pièces écrites :

- Documents Permis de Construire (P.C.).
- Notice accessibilité P.M.R. (PC 39).
- Notice de sécurité (PC 40).
- PC1/PC6/PC7 et 8.

2.1.3 Pièces graphiques :

Documents Architectes

P0.1 Plan d'ensemble RdC
F0.1 Façades
P.02 Plan démolitions RdC
M1.1 Plan masse/toitures
P1.1 Plan d'ensemble RdC
P1.2 Plan RdC
F1.1 Façades

Documents B.E.T.

PH RdC Plan fondations
CV.01 Plan RdC génie climatique
SA.01 Plan RdC plomberie/sanitaire
EL.01 Plan RdC principe électricité

Les exemplaires des pièces contractuelles conservés en Mairie font seuls foi.

Les plans et les C.C.T.P. définissent un ouvrage et ses performances. L'entreprise s'oblige à signaler par écrit au pouvoir adjudicateur, 8 jours avant la remise des offres toute anomalie.

Après signature du marché, l'entrepreneur ne pourra faire état de quelconque discordance, d'une imprécision, ou de l'absence d'un ou plusieurs documents annexés au dossier marché et énumérés au C.C.T.C. 00.

Toute discordance éventuelle existant entre les différentes pièces constituant le dossier marché devra être signalée au plus tard 8 jours calendaires avant la signature du marché, et confirmée par une note annexe, signalant les éventuelles contradictions, jointe à la soumission de l'entreprise.

L'entrepreneur doit prévoir toutes les fournitures et façons indispensables au parfait achèvement des ouvrages suivant les règles de l'art, même si elles ne sont pas expressément mentionnées au C.C.T.P. De la même manière, les travaux comprennent tout ce qui est indiqué aux plans, coupes et élévations, quand bien même diverses indications de détail ne seraient pas précisées.

Ainsi il est clairement indiqué que les plans et pièces écrites techniques se complètent sans ordre de préséance, tout ce qui est indiqué ou dessiné, étant réputé dû par l'entrepreneur.

Les spécifications non portées au C.C.T.P. mais inscrites sur les plans et documents joints au C.C.T.P. ont même valeur que celles des C.C.T.P.

4°) Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009.

5°) Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux.

- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S.-D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation.
- Les décrets, textes, circulaires, règlements en vigueur et applicables à la date de remise des offres concernant notamment :
 - application du règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public, le règlement sanitaire départemental,
 - le Code du Travail en particulier les dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil (Livre II, titre III, chapitre V),
 - et en règle générale, tous documents techniques et règlements en vigueur, applicables à l'opération.

6°) Mémoire technique du titulaire du marché

7°) Cadre de décomposition prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

NOTA 1 : Les entreprises titulaires d'un ou plusieurs lots ne peuvent arguer de leur méconnaissance de l'ensemble des pièces constitutives des marchés de l'ensemble des lots, même si elles n'entrent pas toutes dans la constitution du marché de leur lot. Elles sont réputées en avoir pris connaissance et s'être en permanence tenues au courant de leur évolution.

NOTA 2 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) n'est contractuelle que pour la décomposition des ouvrages nécessaires. L'établissement des situations de travaux et en ce qui concerne les prix unitaires d'ouvrages destinés. L'évaluation des travaux éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés.

3. ARTICLE 3 – PRIX

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

Les paiements sont répartis entre l'Entreprise, ses cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'Acte d'Engagement ou par Acte Spécial, sous réserve d'agrément visé par le Maître de l'Ouvrage.

3.2 DECOMPOSITION DES OFFRES

La D.P.G.F. servira de base pour l'établissement des projets de décomptes mensuels et pour la fixation du prix des travaux modificatifs éventuellement ordonnés en cours de chantier.

3.3 CONTENU DES PRIX

Les prix du Marché sont hors T.V.A. ; ils seront majorés du taux de T.V.A. en vigueur.
Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du Marché sont réglés par un prix global forfaitaire.

Les ouvrages à exécuter comprendront toujours l'intégralité des travaux nécessaires au parfait et complet achèvement de chaque ouvrage, quand bien même ces travaux ne figureraient pas apparemment aux plans et devis ou seulement sur l'une ou l'autre de ces pièces du dossier.

Les prix du Marché tiennent compte de tous les droits, impôts, bénéfices, frais généraux et, d'une manière générale, de toutes les dépenses qui sont la conséquence directe et nécessaire du travail, notamment les demandes émanant du Bureau de Contrôle pour mise en conformité avec les règlements.

Ils tiennent compte, notamment, sans que cette liste soit limitative et selon la répartition indiquée au C.C.T.P. commun :

- Des frais de branchements, de consommations des consommables E.D.F., téléphone, Internet, eau, égout...etc.
- Des frais de matériels, échafaudages, équipements, échelles, cordages, ustensiles et outils de toute nature, nécessaires à la préparation, à la confection et à la mise en place des ouvrages, y compris les frais découlant des manutentions et chargements que le chantier peut nécessiter, ainsi que toutes les conditions et sujétions imposées par la situation des lieux et la nature des travaux.
- Des frais d'études techniques propres à chaque corps d'état, l'établissement des plans d'exécution des ouvrages, frais de reprographie de tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux et au déroulement du chantier.
- Des frais de réalisation des plans d'exécution et de synthèse pour les lots concernés.
- Des frais occasionnés par la présentation des échantillons sous forme de plaquette ou de présentation de prototypes.
- Des frais d'essais prévus par le Cahier des Clauses Techniques Particulières, le Marché et la réglementation en vigueur.
- Des frais de transport du matériel et des matériaux au lieu d'emploi ainsi que dans l'enceinte du chantier, quels que soit la distance à parcourir et les moyens à mettre en œuvre.
- Des frais inhérents aux activités sur le site proche du chantier pendant les travaux.
- Des salaires et indemnités de toutes natures à payer au personnel, les frais de transport, d'hébergement, de nourriture, de l'assistance médicale des ouvriers.
- Des frais résultant des mesures nécessitées par la protection des ouvrages, objets, mobiliers, etc.
- A la fin de chaque intervention, des frais de nettoyage et de la remise en état des lieux.
- Des frais d'essais et de contrôle.
- Des charges et taxes sociales, fiscales, générales et spéciales, frappant les travaux, y compris les taxes ou prélèvements spéciaux prévus dans certains départements ou communes.
- Des taxes éventuelles d'occupation de voirie au droit des clôtures de chantier empiétant sur les voies publiques.
- Des frais résultant des assurances obligatoires.
- Frais et charges découlant de l'application du C.C.A.P.
- Frais de préchauffage de ventilation des bâtiments nécessaires à la bonne exécution des travaux ou au respect du planning, ainsi que les branchements provisoires sont à la charge du lot n° 2.
- Frais d'implantation des ouvrages.
- Frais résultant des mesures intéressant la sécurité des travailleurs.
- Par dérogation aux dispositions de l'article 31-3 du C.C.A.G., l'entreprise du lot 2.

Installations de chantier/Gros œuvre doit se mettre en rapport avec tous les services intéressés et en obtenir toutes les autorisations et tous les renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux. Elle doit fournir tous les documents et toutes les pièces justificatives demandés (concerne notamment la Ville – le Centre Routier Départemental - les Concessionnaires – la Police, etc.).

- Les frais de réalisation de documents "archives" à remettre au Maître de l'Ouvrage (dossier ouvrages à fournir après exécution ainsi que les frais de fourniture des documents divers à tous les intervenants en autant d'exemplaires que nécessaire (M.O.-M.O.E.-Cellule de synthèse, BC ...).

Par ailleurs, les offres des Entreprises seront réputées comprendre les dépenses de nettoyage permanent des rues et voies d'accès servant de passage aux divers engins, ainsi que l'installation et l'entretien d'un bureau mis à la disposition du Maître d'Œuvre.

3.4 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (février 2018).

Les prix sont révisés trimestriellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la ou les formules suivantes : $C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$ dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n .

Les index de référence I , publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire.

Lot n° 00 : Prescriptions communes à tous corps d'état
Lot n° 01 : Gros-œuvre/Démolitions/Installations de chantier
Lot n° 02 : Menuiseries extérieures métalliques
Lot n° 03 : Etanchéité/Zinguerie
Lot n° 04 : Serrurerie/Portes sectionnelles/Bardages acier/Couverture acier
Lot n° 05 : Menuiseries intérieures bois/Plâtrerie/Isolations/Plafonds suspendus
Lot n° 06 : Carrelages
Lot n° 07 : Peintures/Signalétique
Lot n° 08 : Génie climatique/Plomberie-sanitaire
Lot n° 09 : Electricité CFO/CFA/SSI/Intrusion
Lot n° 10 : VRD/Aménagements extérieurs.

3.5 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

3.5.1 Organisation et répartition des dépenses communes de chantier/compte prorata :

L'organisation du chantier et les conditions de prise en charge des dépenses communes de chantier sont décrites au préambule commun du C.C.T.P.

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou des prestations prévues dans les C.C.T.P. et C.C.A.P., seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » dans les conditions prévues à l'article 7 du C.C.T.C.00 par une convention inter-entreprise.

Cette convention sera gérée par le lot Installations de chantier/Gros œuvre (lot 1) et précisera les points relatifs au compte prorata :

- Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du Maître d'Œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de différends,
- Le Maître d'Ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

3.6 ADAPTATION AU SITE

L'Entreprise est réputée connaître parfaitement les lieux où seront réalisés les travaux et les sujétions imposées par la situation des lieux, la nature des travaux, la confirmation du sol et du sous-sol. Les campagnes de sondages jugées nécessaires par l'Entreprise seront exécutées à ses frais.

3.7 TECHNIQUES PARTICULIERES

Si pour des raisons personnelles de techniques particulières, les Entreprises font appel à des spécialistes, les frais correspondant à ces interventions seront en totalité à leur charge.

4. ARTICLE 4 - REGLEMENT DES TRAVAUX

4.1 AVANCE

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché.

Une avance est accordée à l'entrepreneur titulaire, pour les marchés de plus de 50 000 € HT, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur (articles 110 à 113 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux Marchés Publics) sauf renonciation expresse par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement. Le titulaire devra produire une garantie à première demande.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

4.1.1 Bénéficiaire de l'avance :

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, **si les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte commun**, les dispositions réglementaires sont applicables au seul mandataire, au nom et pour le compte du groupement, pour la part du marché non sous-traitée. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser au mandataire, ou aux sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants solidaires ou par chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, **si les paiements des membres du groupement sont répartis sur chacun des membres du groupement**, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés par le mandataire et à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct de la même façon qu'un groupement conjoint.

Le sous-traitant est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée sur les sommes qui sont dues au titulaire, mandataire ou cotraitant sur le ou les acomptes présentés après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser le versement de l'avance au sous-traitant, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

4.1.2 Modalités de règlement de l'avance :

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois, après production de la garantie à première demande.

Ce règlement de l'avance doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché.

Si la garantie n'est pas constituée dans les conditions ci-avant décrites et en conséquence le règlement n'intervient pas dans ce délai, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité d'obtenir cette avance.

Le versement interviendra de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer à l'exception de la production de la garantie.

4.1.3 Modalités de résorption de l'avance :

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant en prix de base des travaux à l'entreprise qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra ou dépassera 65 % du montant initial.

Le remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

4.2 ACOMPTES

Conformément à l'article 13 du C.C.A.G. Travaux, le paiement des travaux s'effectuera par délivrance d'acomptes sur présentation de projets de décomptes mensuels remis avant la fin de chaque mois à l'O.P.C. pour visa de l'avancement et au Maître d'Œuvre, en 4 (quatre) exemplaires originaux.

Chaque acompte délivré sera égal au total cumulé des décomptes considérés, diminué des acomptes versés auparavant, de la retenue de garantie et éventuellement des pénalités prévisionnelles de retard. Le cas échéant, l'acompte doit être calculé en prenant en considération le remboursement de l'avance.

Le règlement d'acomptes n'a pas de caractère de paiement définitif et le bénéficiaire en sera débiteur jusqu'au règlement final des travaux.

Les décomptes mensuels devront comporter les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage),
- le numéro et la date du marché et éventuellement de chacun des avenants et actes spéciaux,
- l'objet succinct du marché,
- la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

Afin de pouvoir donner date certaine à une demande de paiement, le titulaire peut soit transmettre sa demande au Maître d'Œuvre par lettre recommandée avec accusé de réception postal, soit remettre directement sa demande à l'adresse indiquée contre récépissé daté.

Les travaux seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Toutefois, le point de départ du délai de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par l'ordonnateur. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi.

En cas de litige, il appartient au titulaire du marché d'apporter la preuve de cette date.

Concernant le solde des travaux, la date de réception du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage constitue le point de départ du délai global de paiement en application du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié.

4.3 APPROVISIONNEMENT

Sans objet

4.4 APPLICATION DE LA T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

4.5 TRAVAUX NON-PREVUS

Par dérogation aux articles 14 et 15 du C.C.A.G. Travaux, toute modification dans l'importance des travaux doit faire l'objet d'une validation du pouvoir adjudicateur.

Toute modification ou augmentation dans la masse des travaux fera l'objet d'un avenant.

4.6 COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour les sous-traitants déclarés lors de la remise de l'offre : voir l'acte d'engagement.

Pour les sous-traitants déclarés en cours de marché : En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale contenant les renseignements mentionnés à l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux Marchés Publics.

Le titulaire doit en outre établir que le nantissement ou la cession dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

En cours de marché, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un avenant ou un acte spécial (auquel seront joints les attestations et déclarations susvisées) signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Cet avenant ou cet acte spécial indique :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- les modalités de règlement de ces sommes à savoir :
 - . les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
 - . la date ou le mois d'établissement du prix
 - . modalité de variation des prix
 - . stipulations relatives aux délais, pénalités, réfections et retenues diverses
 - . la personne habilitée à donner les renseignements prévus relatifs aux nantissements et cessions de créances
 - . le comptable assignataire
 - . le compte à créditer.

MODALITES DE PAIEMENT DIRECT :

Le sous-traitant adresse ses demandes de paiement libellées au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché par pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Il adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au deuxième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

4.7 RETENUE DE GARANTIE

L'article 122 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 s'applique. Il est prévu une retenue de garantie d'un montant égal à 5 % du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Cette retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte.

En cas de modification du montant du marché, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

4.8 DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

L'article 16 du C.C.A.G. Travaux s'applique.

4.9 CESSION/NANTISSEMENT

L'entreprise pourra être admise au bénéfice des dispositions fixées par l'article 127 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 quant aux mesures facilitant le financement bancaire des marchés. Les fournisseurs étrangers ne pourront nantir leur marché que sur la base du montant hors T.V.A. L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés et la cession de créances est le pouvoir adjudicateur.

Il est précisé que le comptable public assignataire chargé des paiements est le Trésorier Principal Municipal de CASTELNAU-DE-MEDOC et que le représentant compétent pour fournir les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 sus-cité, est le Maire de CASTELNAU-DE-MEDOC.

4.10 DELAI DE PAIEMENT

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Toutefois le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de l'ordonnateur ou le cas échéant, par le Maître d'Œuvre ou la personne habilitée à cet effet. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire du marché d'apporter la preuve de cette date.

Tout dépassement du délai global de paiement fera courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement ; ce créancier recevra également une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

5. ARTICLE 5 - DELAIS- PENALITES

5.1 DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux (période de préparation comprise) propre au lot est fixé **par le titulaire dans l'acte d'engagement** à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

A compter de la date de notification de l'ordre de service, le délai de l'ensemble des travaux est de **6 mois** y compris période de préparation d'un mois par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux.

- Date prévisionnelle de démarrage du chantier : Période de préparation : 16 avril 2018
- Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 14 mai 2018.

Contraintes de réalisation :

- aucuns congés pris en compte durant le chantier,
- renforcement des équipes et des moyens pour tenir les délais.

Il englobe le repliement du matériel, le nettoyage des lieux, les périodes de préparation et de congés payés.

Il comprend également 18 journées d'intempéries.

Chaque entreprise séparée devra se conformer aux dates et délais partiels qui la concernent et qui sont définis par le calendrier d'exécution.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier de la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations, et après mise en demeure par ordre de service restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'Ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application des pénalités.

Les installations particulières aux Entreprises du chantier non indispensables pour les finitions de menus ouvrages devront être évacuées du chantier 15 jours avant la date fixée pour la réception des travaux.

5.2 CALENDRIER DES TRAVAUX

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'O.P.C. après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par l'O.P.C. à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Pour chacun des marchés, le délai de six mois prévu à l'article 46.2 du C.C.A.G.-Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, l'O.P.C. peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

5.3 PROLONGATION DU DELAI

Pour l'application éventuelle de l'article 19-2-3 du C.C.A.G., et pour autant que soit contradictoirement constaté un arrêt effectif de l'exécution de tâches se situant sur le chemin critique du chantier de sorte que le respect d'un ou plusieurs des délais prévus par le marché s'en trouve compromis, chaque jour ouvré pendant lequel l'un des seuils d'intempéries ci-dessous fixés sera dépassé ouvrira droit à une prolongation, strictement égale en jours ouvrés, du délai d'exécution concerné, déduction faite des jours d'intempéries réputés prévisibles.

L'Entreprise devra justifier ses retards en produisant le bulletin mensuel publié par la station météorologique la plus proche du chantier, faisant apparaître pour chaque jour d'intempérie déclaré au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le temps à prendre en compte lorsque les phénomènes naturels suivants apparaîtront :

- VENT : vitesse maximale supérieure à 60 km/h (16m/sec) ou vitesse moyenne sur 3 heures (entre 6 heures et 18 heures) au moins égale à 10 m/sec interdisant l'usage des grues (avec prise en compte de 2 heures par coup de vent).
- GEL : température de l'air sous abri, les jours où la température est égale ou inférieure à -2°C à l'ouverture du chantier ou, reste égale ou inférieur à 0°C entre 6 heures et 18 heures.
- PRECIPITATIONS : pendant 4 heures, de 6 heures à 18 heures, les précipitations étant supérieures à 6 mm.

Station météorologique de référence : MERIGNAC.

L'Entreprise devra tenir à jour un tableau des intempéries précisant la date, la nature de l'intempérie, la durée et devra justifier les travaux concernés par l'arrêt de chantier.

Ces arrêts de chantier seront validés aux rendez-vous de chantier hebdomadaires par le Maître de l'Ouvrage, l'O.P.C. et le Maître d'Œuvre.

Il est rappelé que les prolongations de délai notamment pour intempéries n'ouvrent pas droit à indemnisation de l'entrepreneur à moins que les intempéries ne puissent être contractuellement considérées comme n'étant pas normalement prévisibles au sens de l'article 1.3.3 et qu'elles provoquent un véritable bouleversement de l'économie du marché.

5.4 PENALITES

1) Retard dans la remise des documents à fournir par l'Entreprise pendant la période de préparation

En cas de retard dans la remise de tous les documents à fournir par l'Entreprise, une retenue de 20 euros H.T. par jour calendaire sera appliquée.

2) Retard dans l'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G. Travaux, en cas de retard dans l'achèvement des travaux imputable au titulaire du marché, et si le délai contractuel fixé par le titulaire est dépassé, il subira une pénalité journalière d'1/2000 du montant hors taxe de l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G. travaux les pénalités sont dues dès qu'elles atteignent 300 euros H.T. sur l'ensemble du marché.

Le montant du marché pris en compte pour le calcul du montant des pénalités est celui du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus. Il est évalué en prix de base, hors révision ou actualisation et hors T.V.A.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot concerné et la date de la terminaison des travaux dudit lot. Les pénalités de retard sont calculées de façon définitive, dans les mêmes conditions que ci-dessus, en fin de chantier ou à la fin de chaque phase. La pénalité journalière est appliquée lors des dépassements du délai contractuel, aux entreprises responsables du retard, et au prorata de leurs retards propres.

Si les pénalités de retard ne couvrent pas la totalité du préjudice subi, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de demander à l'entreprise responsable du retard le remboursement de l'ensemble des frais que ce retard lui aura causé.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues au chapitre VI du C.C.A.G. Travaux.

Un report de réception lié à un avis défavorable de la commission de sécurité ou à une impossibilité de mise en exploitation sera sanctionné par les pénalités prévues à cet article.

3) Pénalités pour retard en cours d'exécution

Le Maître de l'Ouvrage se réserve également la possibilité, en cours de travaux, de décompter les pénalités sur les décomptes provisoires présentés par les entreprises. Aussi, des retenues journalières, calculées selon les indications de l'article ci-avant, pourront être appliquées par le Maître d'Œuvre en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues pourront être reversées par décision du Maître d'Ouvrage, si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux des autres lots. Dans le cas contraire, elles pourront être transformées par décision du Maître d'Ouvrage, en pénalités définitives.

Le calendrier d'exécution détaillé des travaux comporte des points de passage obligés qui correspondent à des tâches travaux mais également aux commandes des fournisseurs ou la livraison de matériaux et matériels qui marquent l'enchaînement des tâches essentielles dont l'articulation constitue le chemin critique.

Toute dérogation à ces dates pouvant remettre en cause l'ensemble du calendrier d'exécution, tous retards constatés à ce sujet, seront considérés comme retard partiel et donneront lieu à l'application immédiate des pénalités ci-dessus.

4) Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi ou refusés

Les stipulations de l'article 37 du C.C.A.G. sont applicables.

A la fin des travaux, à compter de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard une pénalité de 100 euros par semaine sera appliquée.

5) Retard dans la remise des documents à fournir par l'Entreprise après l'exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par l'Entreprise, une retenue de 100 euros H.T. par jour calendaire sera appliquée.

Les pénalités encourues au présent chapitre seront retenues sur les sommes restant dues à l'Entreprise. Si celles-ci ne sont pas suffisantes, l'excédent des pénalités donnera lieu à l'émission d'un titre de perception.

6) Les pénalités sont réputées en dossier à titre provisoire et pourront être levées en fin de chantier par le maître d'ouvrage si le délai global a été respecté.

5.5 AUTRES PENALITES

Outre les pénalités pour retard prévues ci-dessus :

1) Absence au Rendez-vous de chantier

Toute absence non justifiée, du représentant d'une Entreprise aux séances de coordination et aux rendez-vous de chantier auxquels elle aura été convoquée, donneront lieu à l'application des pénalités suivantes : - 100 euros H.T. en cas d'absence non justifiée.

Tout retard aux réunions de chantier au delà de 20 mn sera sanctionné par une pénalité de 35 euros H.T.

Les comptes-rendus de réunion de chantier font foi à moins d'observations formulées sur le contenu, au plus tard dans les 5 jours qui suivent leur réception.

- Absence à la réunion « Chantier vert » : 150 euros H.T.

2) Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

3) Non respect de la charte de chantier

L'entreprise qui par sa faute déclassera une benne (par exemple : une benne de déchets inertes facturée comme une benne de déchets industriels spéciaux à cause de la présence de ce type de déchets dans la benne) devra prendre à sa charge le surcoût de son élimination ou de sa valorisation et se verra attribuer une pénalité de 300 euros H.T.

En cas de dépôts de gravats sauvages une pénalité de 500 euros H.T. pourra être appliquée.

Toute entreprise ne respectant pas les prescriptions de la charte de chantier pourra être redevable d'une pénalité de 70 euros H.T. à chaque manquement constaté, sans qu'il soit besoin de procéder à un avertissement ou à une mise en demeure préalable.

4) Travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant T.T.C. du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Le titulaire devra remettre au Maître de l'Ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du C.C.A.G. Travaux.

5) Détachement de salariés

L'article L 1262-2-1 du Code du travail précise les obligations en matière de détachement à savoir l'obligation pour l'employeur d'adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et la désignation d'un représentant de l'entreprise sur le territoire national.

La preuve de la régularité de la situation de l'employeur devra être apportée par le candidat retenu.

6. ARTICLE 6 - REALISATION DES OUVRAGES

Modalités applicables suivant le chapitre IV du C.C.A.G. Travaux.

Elles sont complétées par le C.C.T.P commun à tous les lots, ainsi que les prescriptions particulières propres à chaque corps d'état, définies au C.C.T.P de chaque lot.

7. ARTICLE 7 – RECEPTION

Conformément à l'article 41 du C.C.A.G. Travaux, la réception des travaux a lieu dès achèvement de l'ensemble des travaux.

Par dérogation et en complément aux articles 41.5 et 41.6 du C.C.A.G., lorsque la réception est assortie de réserves portant sur des imperfections, malfaçons ou non-façons, l'entrepreneur doit y remédier dans le délai de 15 jours après la notification de la décision de réception ou son prononcé tacite en application du deuxième alinéa de l'article 41.3 du C.C.A.G.

Au cas où ces travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire réaliser aux frais et risques de l'entreprise sans mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévus ci-dessous, tant que les travaux nécessaires ne seront pas exécutés.

La constatation de l'exécution des prestations ayant donné lieu à réserve doit faire l'objet d'un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception, établi à la demande de l'entreprise dans les termes des articles 41.1 et 41.2 du C.C.A.G.

En cas de retard dans l'exécution des travaux de levée des réserves, l'entreprise subira une pénalité de retard fixée à 150 euros H.T. par jour calendaire de retard à compter de l'expiration du délai déterminé dans les conditions ci-dessus indiquées.

De surcroît, en cas de défaillance de l'entreprise dans son obligation d'exécuter les travaux de levée des réserves, la procédure d'établissement de son décompte général, si elle a été mise en œuvre, pourra être suspendue de plein droit afin de pouvoir y faire figurer en déduction du solde le montant de ces pénalités de retard, et le cas échéant, celui du coût de l'exécution des travaux aux frais de l'entreprise.

En substitution aux stipulations de l'article 41.7 du C.C.A.G., il est convenu que si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrage ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le pouvoir adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenteraient la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à l'entrepreneur par ordre de service une réfaction sur le prix. A défaut de contestation de cet ordre de service dans le délai de quinze jours à compter de sa notification, l'entrepreneur est définitivement réputé avoir accepté la réfaction ainsi proposée.

Les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception prononcée sans réserves à ce titre.

En cas de contestation dans le délai ci-dessus indiqué, l'entrepreneur demeure tenu de réparer ces imperfections dans les conditions prévues par le C.C.A.P., la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Par dérogation aux articles 41.4 et 44.1 du C.C.A.G., les épreuves devant être accomplies postérieurement à la réception sont décrites au C.C.T.P. La constatation du caractère concluant des épreuves doit faire l'objet d'une décision notifiée par le pouvoir adjudicateur à l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du C.C.A.G., l'entrepreneur n'est recevable à présenter son projet de décompte final qu'après avoir reçu notification de cette décision.

8. ARTICLE 8 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

L'article 40 du C.C.A.G. Travaux s'applique.

9. ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHÉ - INTERRUPTION DES TRAVAUX

Modalités applicables suivant le chapitre VI du C.C.A.G. Travaux.

10. ARTICLE 10 - MESURES COERCITIVES – AJOURNEMENT INTERRUPTION DES TRAVAUX

Les articles 48 et 49 du C.C.A.G. Travaux s'appliquent.

11. ARTICLE 11 – ASSURANCES

D'une façon générale, les entreprises assument les risques et responsabilités découlant des Lois, Règlements, et Normes en vigueur.

A ce titre, les entreprises répondent notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1 382 et suivants, 1 792, 1 792-2, 1 792.3, 1.792.6 du Code Civil et des risques mis à leur charge par l'article 1 788 du même code.

Les fabricants soumis à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 sont quant à eux tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber en vertu de l'article 1 792-4 du Code Civil.

Toutes les entreprises et leurs sous-traitants participant aux travaux à quelque titre que ce soit sont tenus d'avoir et de maintenir en état de validité les assurances ci-après :

1) Assurance de la responsable décennale et des risques annexes

Les entreprises doivent être titulaires de garanties couvrant :

- leur responsabilité décennale au sens des articles 1 792, 1 792-2 et 2 270 du Code Civil, conformément à l'article L 241-1 du Code des assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1, à l'article A 241-1 de l'Arrêté du 17 novembre 1978, modifié par l'arrêté du 27 décembre 1982 ;
- la garantie de bon fonctionnement minimal de DEUX ANS des éléments d'équipement au sens de l'article 1 792-3 du Code Civil ;
- tous dommages aux existants (en cas de travaux sur existants, ces garanties devront impérativement comporter une clause d'extension, dans des conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe 1 à l'article A 241-1 précité, aux dommages consécutifs aux travaux neufs subis par les parties anciennes de la construction).

Les fabricants soumis à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1 792-4 du Code Civil.

2) Assurance tous risques chantier

Doivent être garantis :

- tous dommages matériels en cours de travaux (incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, effondrement ou menace d'effondrement, etc.) ;
- tous dommages aux existants.

3) Assurance responsabilité civile du chef d'entreprise

Les Entreprises doivent en outre être titulaires de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elles sont susceptibles d'encourir vis à vis des tiers et du Maître de l'Ouvrage à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient ou non consécutifs à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

Ces garanties doivent être étendues :

- d'une part aux dommages causés aux existants sur ou sous le site ou à proximité,
- d'autre part aux dommages causés aux ouvrages avant réception par incendie, explosion, ou dégât des eaux, y compris ceux subis par les entreprises elles-mêmes.

Les différentes assurances visées ci-dessus doivent être souscrites auprès de compagnies d'assurance présentant toutes garanties.

L'Entrepreneur doit pouvoir, à tout moment, justifier de la réalité de ces assurances et du paiement des primes correspondantes, tous les versements d'acomptes pouvant être différés si l'Entreprise ne peut pas fournir les justifications utiles.

Les attestations délivrées par les compagnies d'assurance doivent spécifier les qualifications professionnelles (QUALIBAT ou QUALIFELEC ou équivalent) couvertes par les polices et indiquer, outre les risques et dommages couverts et les montants garantis, le droit reconnu par l'entreprise à son assureur de notifier au Maître de l'Ouvrage ou au Maître d'Œuvre tout fait de nature à provoquer la suspension ou la réalisation des polices.

Le remboursement de la retenue de garantie, ainsi que le règlement pour solde ne pourront être effectués que sur production par l'entreprise d'attestations des compagnies d'assurance certifiant que les primes relatives aux polices visées ci-dessus ont été intégralement réglées.

Au cas où les entreprises n'apporteraient pas ces preuves, le maître de l'ouvrage se réserverait le droit de passer des contrats aux frais et aux risques des entreprises défaillantes auprès de toutes compagnies de leur choix, le montant des primes correspondantes étant de plein droit défalqué du règlement à venir.

Tous les frais directs ou indirects relatifs à l'obligation d'assurance sus-énoncée sont réputés inclus dans les prix.

12. ARTICLE 12 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Il sera fait application des dispositions de l'article 50 du C.C.A.G travaux.

12.1 PRECISIONS POUR L'APPLICATION DU C.C.A.P.

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire est le seul interlocuteur du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage. Par conséquent, ces derniers se réservent à tout moment le droit de considérer comme nul et non avenu ou comme leur étant inopposable toute forme d'écrit émanant d'un ou plusieurs co-traitants qui ne leur aurait pas été adressé par le mandataire du groupement. Le titulaire qui, en application de l'article 12.4 du C.C.A.G., a refusé de signer un constat ou ne l'a signé qu'avec réserves et qui n'a pas explicité ses réserves dans une lettre transmise au Maître d'Œuvre au plus tard quinze (15) jours après la date du constat, est définitivement réputé avoir accepté les termes de ce constat.

Au sens de l'article 13.3.3 du C.C.A.G., les réserves antérieures de la part de l'entrepreneur doivent correspondre à un véritable mémoire de réclamation préalablement transmis au Maître d'Œuvre en application de l'article 50.1 du C.C.A.G.

En complément de l'article 13.4.4 du C.C.A.G., il est précisé que les motifs, fondements et montants d'une réclamation présentée en application de cet article ne peuvent en aucun cas être modifiés par l'entrepreneur ensuite.

Par dérogation à l'article 15.4 du C.C.A.G., le délai d'un mois prévu au deuxième alinéa de cet article est porté à deux mois. En outre, le montant des travaux à l'entreprise pris en compte en vertu de l'article 15.1 du C.C.A.G. est déterminé par le Maître d'Œuvre dans les conditions fixées par l'article 13.1.3 du C.C.A.G.

Doit être considéré comme correspondant à une nature d'ouvrage au sens de l'article 17 du C.C.A.G., tout travail, fourniture ou prestation rémunérée par un prix spécifique en vertu de l'état des prix forfaitaires.

En complément de l'article 18.3 du C.C.A.G., toute indemnisation de l'entrepreneur est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont pas fait l'objet – et ne pouvaient faire l'objet – d'aucun règlement à l'entrepreneur par son ou ses assureurs.

En complément de l'article 48 du C.C.A.G., il est précisé que la résiliation du marché, simple ou aux frais et risques de l'entrepreneur, peut n'être que partielle.

13. ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. TRAVAUX

L'article 1.10 (période préparation) du C.CAP déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.

L'article 2 du C.C.A.P. (pièces constitutives du marché) déroge à l'article 4 du C.C.A.G.

L'article 4.5 du C.C.A.P. déroge aux articles 14 et 15 du C.C.A.G.

L'article 5.1 du C.C.A.P. (Délai d'exécution) déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.

Les articles 5.4 et 5.5 du C.C.A.P. (Pénalités de retard) dérogent à l'article 20 du C.C.A.G.

L'article 7 du C.C.A.P. (réception) déroge aux articles 13.3.2, 41.4, 41.5, 41.6, 42 et 44.1 du C.C.A.G.

L'article 12.1 déroge à l'article 15.4 du C.C.A.G.

Ale.....

Le candidat, avec la mention « lu et approuvé »
(Signature et tampon)